

# Kosovo : Vucic est « prêt à discuter de tout »

Le président serbe, Aleksandar Vucic, affiche sa volonté de régler la question kosovare pour entrer dans l'UE

## ENTRETIEN

**R**éunis le 17 mai à Sofia pour un sommet UE-Balkans, les dirigeants européens ont confirmé la « *perspective européenne* » promise aux six pays de l'ex-Yougoslavie qui patientent depuis des années à la porte de l'Union, mais ils ont tempéré leur espoir d'une adhésion rapide.

Dans un entretien accordé mercredi 30 mai au *Monde*, à Paris, où il participait à la conférence annuelle du think tank European Council on Foreign Relations (ECFR), Aleksandar Vucic, 48 ans, président de la Serbie, candidate depuis 2012, se dit déterminé à poursuivre l'objectif d'une adhésion à l'UE sans pour autant renier ses liens privilégiés avec Moscou.

**A Sofia, Emmanuel Macron a souhaité que l'UE se réforme avant de s'élargir à de nouveaux membres. Votre objectif affiché d'être prêt à adhérer à l'horizon 2020 a-t-il encore un sens ?**

Ce que nous avons entendu d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel était encourageant. Bien sûr, personne n'est aussi enthousiaste que nous le voudrions,

nous, dans les Balkans. C'est une réalité avec laquelle nous devons composer, nous ne travaillons pas sur des rêves. Le président français m'a paru positif, même s'il a évoqué le besoin de renforcer l'UE avant d'envisager de nouvelles adhésions. C'est un vrai leader, justement, parce qu'il est capable de dire des choses difficiles.

Mais mon approche est différente de celle d'Edi Rama [*le premier ministre albanais*]. Je ne veux pas mendier quoi que ce soit. Nous devons faire notre part du travail, nous devons avancer pour nous-mêmes. Et nous obtenons des résultats : pour la troisième année consécutive, sans aucune pression de l'extérieur, nous avons un excédent budgétaire. La Commission salue nos progrès économiques. Nous savons ce qu'il faut améliorer : l'Etat de droit, la liberté d'expression... Nous avons besoin de plus d'investissements étrangers.

**Quelle peut être l'échéance ?**

Le plus dur est encore devant nous : c'est la question du Kosovo, de nos relations avec Pristina. Il s'agit du sort de centaines de milliers de personnes, d'un conflit territorial ancestral. C'est vital : si cette question n'est pas résolue, la

Serbie n'aura pas d'avenir. Si nous parvenons à la paix, tout devient possible pour les Balkans. C'est ça qui m'obsède, pas ce que pensent les autres, les Européens. A nous d'être attractifs, moi, je ne demande rien.

**Pourquoi est-il si important pour vous de rejoindre l'UE ? Elle-même est en crise...**

Les valeurs européennes sont l'objectif numéro un. Je veux que mon pays appartienne à ce type de société : démocratie, liberté, libre-échange. Ensuite, 68 % de nos échanges commerciaux se font avec l'UE, l'intérêt d'un rapprochement est clair. Et surtout, nous faisons partie de l'Europe. Durant la crise des migrants, nous avons eu à gérer un nombre bien plus important de passages que beaucoup de pays européens, nous qui sommes cent fois moins riches. Et nous l'avons fait d'une façon très correcte. Quant à l'attractivité de l'UE, si l'on compare les Etats-Unis et l'Europe, l'UE reste un phare de la démocratie.

**Et qu'apporterait la Serbie à l'Union ?**

Du point de vue de nos homologues européens, il y a plu-

**« Quel membre permanent du Conseil de sécurité soutient notre intégrité territoriale ? La Russie »**

sieurs raisons valables pour ne pas accueillir la Serbie et les autres pays des Balkans occidentaux. Il y en a au moins une très bonne pour nous accepter : l'UE, depuis sa fondation, repose sur la paix et la stabilité ; tout le reste peut être réparé, adapté... Mais si vous avez de l'instabilité, des conflits dans votre espace, vous ne pouvez rien faire. La plupart des Etats membres le comprennent. Sur ces questions fondamentales, la France et l'Allemagne sont d'accord. M. Macron est une étoile montante, tout le monde l'écoute, mais sur ce sujet il s'accordera avec Angela Merkel. Ils sont tous les deux satisfaits de l'évolution de la Serbie. Emmanuel Macron m'a dit qu'il viendrait à Belgrade cette année. Je vous le promets, il sera ac-

cueilli par les plus grandes foules d'Europe.

**Quels pas êtes-vous prêts à faire sur le dossier du Kosovo ? Vous avez beaucoup avancé ces dernières années, mais votre opinion publique est peu favorable à des concessions.**

En 2013, nous avons signé les accords de Bruxelles sur la normalisation de nos relations avec la partie kosovare. Cela a été très difficile pour nous, mais nous avons, depuis, rempli toutes nos obligations contenues dans ce texte, que ce soit sur la police, la justice, les

processus électoraux, l'énergie... L'autre partie n'avait qu'une seule obligation, la formation de communautés serbes dans les zones à majorité serbe. Rien n'a été fait. Les Européens voient bien qui est le partenaire le plus fiable. Et les Kosovars doivent comprendre qu'aucun de nous n'a d'avenir si cette question n'est pas résolue. A terme, nous devons tous faire des concessions.

**Ces concessions peuvent-elles aller jusqu'à une reconnaissance de l'indépendance du Kosovo ?**

Je ne veux pas faire de commentaire sur ce sujet, cela ruinerait notre position dans le processus de négociation. Mais nous sommes prêts à discuter de tout ce qui peut nous amener à une solution de compromis. Beaucoup de gens, dans mon pays, et même la majorité de mes concitoyens, préfèrent voir ce conflit rester un conflit gelé. Ils attendent qu'un miracle arrive de Russie, de Chine, d'Inde... Je n'ai jamais encouragé ces positions. Au contraire : un conflit gelé peut déraiser à tout moment, le moindre incident peut faire s'écrouler tout l'édifice. Ce dont nous avons besoin, c'est d'investissements, d'attractivité économique... Et pour cela il faut de la stabilité, de la lisibilité. Mais cette solution doit être juste, sinon les Serbes se sentiront humiliés.

**Vous affichez, en parallèle de vos ambitions européennes, l'amitié**

**« indéfectible » qui lie votre pays à la Russie. Est-ce compatible ?**

Il n'y a aucune contradiction. Le président français dit d'ailleurs la même chose, que la Russie est un pays ami. De notre côté, nous voulons renforcer nos liens traditionnels avec la Russie, notre coopération commerciale. Militairement, nous sommes neutres. Mais nous sommes bien sur la voie européenne. Je tiens le même discours à Bruxelles, à Washington ou à Moscou, et Vladimir Poutine n'a jamais rien dit contre nos ambitions européennes.

**En 2014, vous ne vous êtes pas associés aux sanctions européennes contre Moscou. Le feriez-vous aujourd'hui ?**

En tant que membre de l'UE, nous remplirions toutes nos obligations. Mais dans nos négociations d'adhésion avec Bruxelles, nous n'avons pas encore ouvert le chapitre 31 *[sur la politique extérieure de sécurité et de défense]*. J'espère, et j'en suis même certain, que dans cinq ou six ans les relations avec la Russie auront totalement changé.

**Dans cinq ou six ans, même dans les scénarios les plus optimistes, les sanctions liées à l'annexion de la Crimée seront toujours en place...**

Nous n'avons pas reconnu la Crimée comme faisant partie de la Russie. Si nous le faisons, cela

voudrait dire que nous soutiendrions l'indépendance du Kosovo. Cela dit, mettez-vous à notre place. Quel membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU soutient notre intégrité territoriale ? La Russie. Pouvons-nous nous tirer une balle dans le pied ? Tout le monde comprend notre position. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
SYLVIE KAUFFMANN  
ET BENOÎT VITKINE

## « En ce qui concerne mon passé, je n'ai honte de rien »

**Parmi les faiblesses du dossier d'adhésion de la Serbie à l'UE, la Commission européenne souligne régulièrement des lacunes dans l'Etat de droit, la justice, la lutte contre le crime organisé...**

Sur ces sujets aussi, nous progressons. Nous écoutons toutes les recommandations qui nous sont faites, notamment celles de la commission de Venise. Est-ce que je suis satisfait du fonctionnement de nos tribunaux? Pas du tout. La situation est même pire que ce que décrit la Commission. Là aussi, nous devons avancer. De façon générale, nous devons rendre l'espoir à notre jeunesse, pour qu'elle cesse d'émigrer –c'est le plus grave. Au-delà de la

question de l'Europe, les Balkans dans leur ensemble doivent travailler à une intégration régionale plus poussée.

**La Serbie recule chaque année dans les classements de la liberté de la presse. Vous avez commencé votre carrière politique dans les rangs ultranationalistes, vous avez été ministre de Slobodan Milosevic. Etes-vous en train de devenir un dirigeant autoritaire?**

En ce qui concerne mon passé, je n'ai honte de rien. Je n'ai commis aucun crime. J'étais jeune, j'ai changé d'idées, j'ai appris. Beaucoup de gens en Serbie ont suivi le même chemin, et c'est pour ça que mon

peuple me fait confiance. C'est pour ça aussi que, quand je parle de l'Europe, les gens savent que je pense ce que je dis.

Quant à l'autoritarisme... Ai-je déjà empêché une manifestation de l'opposition? Ai-je déjà arrêté un opposant? Si les deux tiers des Serbes font confiance à mon parti, c'est parce que nous travaillons, jour et nuit. Mes opposants ne font rien. Ils contrôlent plusieurs chaînes de télévision, que les gens ne regardent pas. Je prends au sérieux les rapports sur la liberté de la presse, et il y a des choses sur lesquelles nous devons travailler avec les journalistes, mais la presse est globalement libre: je suis la personnalité politique la plus attaquée de Serbie. ■